

## DÉBAT DES PANÉLISTES

### **Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Après l'excellente session de ce matin, continuons sur notre lancée. Je m'appelle Steven Erlanger et je suis le directeur du bureau londonien du *New York Times*. Nous disposons d'une bonne heure pour discuter d'un problème crucial pour la région, un problème crucial pour le Qatar, qui flotte sur une énorme mer de gaz naturel. Je ne suis pas sûr que ce soit la bonne métaphore, mais le monde est en pleine mutation, le changement climatique est dans l'air, l'incertitude politique règne dans la région, et nous voici donc confrontés à la question de savoir quel sera l'impact du paysage régional, du paysage externe, sur l'avenir des hydrocarbures. Pour en débattre, nous avons la chance d'avoir parmi nous Saad Sherida Al-Kaabi, qui est le PDG de *Qatar Petroleum*, c'est-à-dire probablement l'un des personnages les plus importants de l'État. Il a eu la grande gentillesse de venir. À ses côtés se trouve M. Patrick Pouyanné, PDG de Total, qui je crois a une expérience de 80 ans au Qatar et qui y est un acteur très important.

Je poserai juste quelques questions, nous passerons ensuite à la discussion, puis j'espère que le public aura des questions, et que j'apprendrai des choses. La question la plus facile à vous poser, M. Al-Kaabi, est de savoir si les hydrocarbures sont toujours aussi importants pour la région dès lors que les prix du pétrole, et donc du gaz, ont baissé, et qu'on assiste à l'amorce d'un mouvement vers d'autres types d'énergie ? S'agit-il d'une opportunité, d'une crise, d'un défi à relever ? Qu'en pensez-vous ?

### **Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, *Qatar Petroleum***

Bonjour à tous. C'est une grande question que vous venez de poser. À l'évidence, la région a toujours été très importante pour la production gazière et pétrolière, et elle le restera encore pendant très longtemps. Je ne pense pas qu'il faille remettre en cause l'importance de la région au regard de la production mondiale de pétrole et de gaz. Bien sûr, l'industrie est aujourd'hui confrontée à des défis, mais, comme la plupart d'entre vous le savent, j'y suis depuis 30 ans. Je suis entré chez *Qatar Petroleum* en 1986 alors que j'étais étudiant, et depuis, j'ai traversé quatre, voire cinq, de ces ralentissements économiques. C'est un marché cyclique, avec des hauts et des bas, nous venons de connaître une période de prix du pétrole très élevés. Ils l'ont été si anormalement pendant si longtemps que l'on s'est habitué à des prix très élevés, et maintenant, 50 dollars semble un prix très bas. L'industrie se rééquilibre grâce à ces cycles, et elle détermine où elle se trouve au niveau des coûts, etc. Ce que je dis toujours à notre équipe dirigeante et à nos salariés, c'est qu'il faut maîtriser ce qui peut l'être. Ce que nous pouvons maîtriser, ce sont nos coûts opérationnels, notre efficacité, notre sécurité, notre fiabilité en tant qu'opérateurs, et continuer à faire notre métier. Le marché se réglera de lui-même avec le temps.

Quant à l'importance de la région, je pense que c'est incontestablement l'une des plus importantes en matière de pétrole et de gaz. Nous avons des exemples terribles autour de nous, qu'il s'agisse des troubles politiques dans la région, au nord ou au sud, et ce qui se passe en ce moment. Vous avez pu constater que le marché du pétrole et le secteur du pétrole sont très résilients dans ce type de crises. Par le passé, ils auraient pu être touchés différemment. Je pense que globalement nous sommes un secteur très résilient et que nous comprenons comment aborder les périodes de crises et de troubles. Nous espérons toujours que ces troubles et ces zones d'agitation disparaîtront, mais nous devons les traiter lorsqu'ils existent.

### **Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

M. Pouyanné, souhaiteriez-vous répondre à la même question ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Je pense que la réponse à votre question est tout à fait claire. Oui, bien sûr, les hydrocarbures sont très importants pour cette région, et le resteront pendant des décennies pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, parce que vous avez 50 % des réserves de pétrole et de gaz dans cette région, qui ne produisent que 30 % de la production mondiale, nous disposons donc d'immenses réserves pour l'avenir.

Ensuite, il s'agit de réserves à bas coût, c'est une région où il est beaucoup moins cher de produire du pétrole que presque partout ailleurs. Comme je l'ai dit un jour dans un entretien avec l'un de vos collègues, avec le PDG de Saudi Aramco, Saudi Aramco ne doit pas faire face à des « stranded assets », des actifs bloqués, des actifs carbonés qui ne pourront plus être brûlés puisque la dernière goutte de pétrole viendra d'Arabie saoudite parce que c'est moins cher. Oui, c'est la première chose évidente. Deuxièmement, évidemment, les économies des pays de la région reposent essentiellement sur le pétrole et le gaz, même si, comme au Qatar, vous avez de la diversification. Je pense que 60 % du budget des recettes de l'État proviennent du pétrole et du gaz. Dans d'autres pays, c'est encore plus important que ça. Même si le changement climatique est un problème et que cette région s'engage en faveur de ces sujets de réchauffement climatique mondial en développant d'autres sources d'énergie, comme l'énergie solaire à Abou Dhabi et bientôt au Qatar, ou en Arabie saoudite, nous devons faire face à cette réalité : le monde a besoin d'une énergie fiable, abordable et propre.

Ces trois mots ont tous la même importance : fiable, car vous voulez de la lumière lorsque vous appuyez sur l'interrupteur ; abordable, car c'est très important qu'un litre de pétrole coûte moins cher qu'un litre d'eau dans le monde aujourd'hui. L'énergie est la source de tous les développements socio-économiques dans le monde, il nous faut donc quelque chose d'abordable. Nous devons éviter d'évoluer vers un monde d'énergie chère. Propre, bien sûr, c'est important, mais ce serait une erreur que de faire passer le mot propre avant ces deux autres dimensions, parce que dans le monde, on voit que de nombreuses économies émergentes ont besoin d'énergie pour se développer. Il ne faut pas l'oublier. Cela étant dit, ici au Qatar, la réponse est facile, au passage, parce que vous mettez en avant, à juste titre, le fait que le Qatar est un pays gazier. Je sais que lorsque l'on regarde l'avenir des hydrocarbures, il y a une énergie ou un combustible fossile, à savoir le gaz, qui de toute évidence, comme l'a dit la semaine dernière l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a un brillant avenir. Il y a de la croissance pour le gaz. Pour le gaz, depuis Bogota, en fait, la transition énergétique est une bonne nouvelle. Le Qatar sera même en mesure de vendre davantage de gaz demain qu'il ne le fait aujourd'hui, si la chose est possible.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Il est assurément plus facile d'être ici qu'en mer du Nord, il me semble, en ce moment. Vous avez donc remporté un gros contrat ici pour le champ de pétrole d'Al Shaheen. Est-ce que cela s'inscrit dans le cadre du rééquilibrage, ou bien simplement dans le renforcement de la présence mondiale de Total ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Je ne sais pas s'il s'agit de rééquilibrage. Total est né au Moyen-Orient en 1924, et nous avons établi un partenariat de très longue date, que nous avons fêté cette année, de 80 années d'activités au Qatar. Nous avons également fêté le fait qu'après la mise en place du nouveau modèle par M. Al-Kaabi sur le champ d'Al Shaheen, nous avons été sélectionnés pour nous joindre à QP (Qatar Petroleum) en vue de le développer ensemble. Lorsque je pense à l'avenir de l'énergie, je pense de nouveau à l'AIE, nous avons besoin des hydrocarbures. Dans 25 ans, en 2040, dans le scénario des deux degrés qui vient à nouveau d'être annoncé, vous avez plus 45 % de pétrole et de gaz, pas zéro. Ne croyez pas les médias. C'est faux. On a besoin de pétrole et de gaz. Peut-être moins qu'aujourd'hui, mais on en aura

besoin. En fait, on aura besoin de moins de pétrole et de davantage de gaz. À l'horizon des années 2030, la demande pétrolière pourrait être stable, beaucoup moins que pour le gaz.

La conclusion, pour un groupe comme Total, est que nous devons nous concentrer sur des actifs pétroliers concurrentiels. Al Shaheen présente des défis technologiques dans, je dirais, les eaux conventionnelles du Golfe, et ces énormes ressources permettent ce type de prix concurrentiels. C'est un actif que nous souhaitons continuer à développer et, dans la même logique, nous souhaitons continuer à investir à Abou Dhabi dans la concession d'ADCO (*Abu Dhabi Company for Onshore Petroleum Operations*). C'est pourquoi nous sommes très fiers et très heureux, et le 14 juillet 2017, nous deviendrons le partenaire de QP sur le champ d'Al Shaheen, il s'agit donc d'une coentreprise. Elle n'est pas exploitée par Total, c'est une entreprise North Oil qui a été choisie, vous connaissez North Oil, North Gas, c'est dans la même zone du Qatar, une coentreprise entre QP et Total, où nous apportons notre expertise. Nous sommes heureux d'avoir été choisis pour la mettre en œuvre.

#### **Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

C'est toujours très important de bien choisir ses partenaires. M. Al-Kaabi, si je peux me permettre, à propos du GNL, qui est très important : vous avez créé votre propre structure de GNL ici. Naturellement, il faut beaucoup d'énergie pour produire du GNL, mais vous n'en manquez pas. Cependant, d'aucuns se demandent, avec le développement de la technologie éolienne, solaire, et des batteries, si le monde pourrait un peu faire l'impasse sur le gaz, même s'il est incontestablement important et plus propre, malgré ses avantages, en faveur d'un meilleur nucléaire, éolien et solaire ? Est-ce que c'est une possibilité que vous envisagez ?

#### **Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Comme l'a évoqué Patrick, pour ce qui est de la croissance des combustibles fossiles, le plus propre est le gaz. C'est véritablement la marque de fabrique du Qatar, qui est le plus grand producteur de GNL avec 77 millions de tonnes par an. Nous exportons du gaz dans le monde entier. Quand vous analysez la croissance enregistrée par tous les combustibles fossiles, vous constatez qu'il y a une légère croissance du pétrole, mais une croissance attendue bien plus forte pour le gaz, qui est presque infinie dans les projections pour 2040 et 2050. Ce à quoi Patrick a fait allusion, c'est le gaz, que l'on estime être un secteur à très forte croissance, parce que vous avez beaucoup de domaines dans le monde qui veulent une énergie propre, et le gaz est la plus propre qui soit.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, je ne suis pas du tout inquiet. Les renouvelables sont une partie très importante du mix énergétique dont nous avons besoin. L'humanité connaît un taux de croissance démographique très rapide, et nous avons besoin de tous les types de combustibles et de tous les types de ressources, et les renouvelables en sont un domaine très important. Au Qatar, *Qatar Petroleum* investit avec notre producteur d'énergie au Qatar pour établir une société du nom de Siraj qui fabrique vraiment un volume important d'électricité solaire au Qatar même, et nous comptons à plus longue échéance avoir la capacité au niveau du solaire pour un avenir durable en faveur des générations à venir.

Le solaire, l'éolien et les renouvelables sont un mix énergétique de la plus haute importance. Je vous donnerai un exemple de l'importance du gaz ici. Je représentais *Qatar Petroleum* lorsque je dirigeais toutes les activités en amont, avant d'en être le PDG, en Europe, et nous avions un groupe de sociétés, Shell, Gazprom, Centrica du Royaume-Uni, EDF, de nombreux producteurs européens. Nous avons acheté une entreprise tierce pour une étude pour l'UE, avec le commissaire Oettinger, qui était à l'époque à la tête de la Commission énergie de l'UE. Avec cette tierce partie et la participation de son équipe, nous leur avons prouvé que si l'UE voulait atteindre à l'horizon 2050 son objectif en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, il serait 500 milliards de fois moins cher pour l'Europe de le faire en utilisant le gaz. C'est un chiffre considérable. Ce qu'il s'est passé ensuite, c'est qu'aussitôt que les prix du gaz se sont effondrés aux États-

Unis, l'Europe est devenue la plus grosse brûleuse de charbon, qui est l'énergie la plus polluante en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>. On a acheté du charbon américain pour le faire brûler dans des centrales électriques en Europe et émettre du CO<sub>2</sub>. Dans ce cas, la motivation était l'économie, et non les slogans politiques de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

J'ai moi-même été amusé, s'il est permis de l'être, par le fait que la transition énergétique d'Angela Merkel a en réalité plus favorisé l'importation en Allemagne de charbon que tout autre chose, comme vous l'avez dit, parce qu'il devait y avoir quelque chose de durable qui ne soit pas du nucléaire, qui permette de remplacer l'éolien et le solaire quand il n'y a ni vent ni soleil, parce qu'il n'y a pas souvent de soleil en Allemagne.

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Le gaz était disponible. Bien sûr, mon intérêt est de vendre du gaz. C'est une énergie disponible et c'est un combustible beaucoup plus propre que le charbon. Je soulignais le fait que l'Europe était importatrice, que les États-Unis n'étaient pas signataires du protocole de Kyoto, et qu'ils agissaient de façon cohérente, mais que l'exportation de charbon était une décision commerciale.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Nous sommes passés à côté de cette évolution du mix énergétique, nous devons être très clairs là-dessus. Les acteurs économiques choisissent ce qu'il y a de plus efficace d'un point de vue concurrentiel. Il est vrai, quand on y réfléchit, que si nous voulons être sur la feuille de route des deux degrés, cela suppose une diminution conséquente de la part du charbon dans le mix énergétique. Il n'est pas du tout évident que cela se passera ainsi. Pourquoi ? Parce que nous disposons d'immenses ressources en charbon sur cette planète, et que le charbon est la source d'énergie la moins chère. S'il n'y a pas de contraintes, pas de fixation du prix du carbone ou autre chose, alors les pays émergents notamment utiliseront le charbon plutôt que le gaz. Pourquoi a-t-on moins développé le gaz ? Parce qu'il est plus compliqué à transporter, plus cher à liquéfier, et que les tuyaux de gaz impliquent de grosses infrastructures. La production mondiale de gaz est deux fois moins importante que la production de pétrole parce que c'est un combustible plus cher que le charbon et que le pétrole.

Au cours de son histoire, l'humanité a développé des sources d'énergie. Étant paresseux, nous avons commencé par des choses faciles, puis de plus en plus complexes parce que nous voulons une énergie abordable. Franchement, le gaz devrait connaître un brillant avenir, et nous y investissons massivement, mais nous devons développer le marché et c'est un peu plus cher d'utiliser le gaz plutôt que le charbon aux Philippines, en Asie ou en Chine. En matière de défi climatique du carbone, il y a deux grands pays, la Chine et l'Inde – Qu'est-ce qu'ils ont ? Ils ont du charbon. L'Inde n'a aujourd'hui que du charbon. Si nous ne leur transférons pas un peu d'argent ou si nous ne mettons pas en place des contraintes, et le prix du CO<sub>2</sub> est la plus évidente, même si elle n'est pas la seule, pour fixer des orientations aux investisseurs et compenser les différences de prix entre le charbon et le gaz, je peux vous dire que l'Inde développera son économie sur le charbon et le scénario des deux degrés se perdra en route. Il est essentiel de garder cela en tête, et, soit dit en passant, un prix très élevé du CO<sub>2</sub> n'est pas nécessaire ; si vous voulez obtenir un équilibre entre le charbon et le gaz en Europe, il vous faut 20 dollars par tonne aujourd'hui. Le Royaume-Uni est le seul pays à avoir décidé il y a deux ans de mettre en place un système d'imposition de 20 euros par tonne, et ça marche. Toutes les centrales électriques alimentées au charbon ont été arrêtées et remplacées par des centrales alimentées au gaz. Elles ont démontré une fois de plus que les acteurs économiques comme nos entreprises sont tout simplement rationnels. S'il y a un cadre incitatif, allons-y.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

C'est tout à fait vrai. Ce n'est pas extrêmement populaire en Grande-Bretagne, mais je ne pense pas qu'ils changeront parce que cela semble fonctionner à leur avantage. Je suis curieux à propos de la Chine et de l'Inde, sujet que vous avez mis sur la table. Le ralentissement économique en Chine a-t-il de l'importance à vos yeux, ou bien pensez-vous qu'il n'est que temporaire ? De toute évidence, la Chine essaie de réduire ses émissions, le gaz occupe donc une place importante. Les Russes aimeraient beaucoup exporter davantage de gaz vers la Chine, je ne sais pas trop si cela est facile à mettre en œuvre. Je pense qu'avec Sakhaline c'est faisable. Bien sûr, le GNL coûte cher, pourriez-vous nous expliquer un peu comment vous voyez ce marché ?

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Naturellement, la Chine et l'Inde sont deux marchés très importants pour nous, en raison de leurs populations, la première et la deuxième du monde. Le Qatar représente une très grande proportion de leur approvisionnement en GNL, et nous fournissons du GNL à la Chine et à l'Inde. Du fait des contraintes en matière de CO<sub>2</sub>, et de la volonté ou non de ces pays à s'engager sur cette voie, je pense qu'il y a une volonté d'utiliser des énergies plus propres pour alimenter leurs centrales électriques et leur industrie. Je pense qu'il y a une motivation pour aller dans ce sens. Des prix plus bas les incitent à le faire et à réduire les subventions qu'elles avaient dû mettre en place, surtout en Inde, mais en Chine également, pour les combustibles importés. À n'en pas douter, il y a là une opportunité de croissance. Nous mettons tout en œuvre pour fournir des volumes supplémentaires aux deux pays. Il s'agit là des deux pays dont le taux de croissance pour tous types de combustibles est le plus élevé, pas seulement pour le GNL, mais aussi pour le GPL (gaz de pétrole liquéfié). En Inde, par exemple, une partie très importante de la population, je n'ai pas les chiffres exacts, plusieurs dizaines de millions de personnes, n'ont pas l'électricité. Je me souviens d'un chiffre, mais je ne tiens pas à le dire parce que je n'en suis pas certain, mais c'est en fait un nombre très élevé de personnes dans des régions de l'Inde qui sont sans électricité. Avec la croissance d'une classe moyenne et une excellente croissance économique en Inde, en comparaison à d'autres régions, et qui je crois va aller s'accentuant, le pays aura besoin de beaucoup de combustible.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Bien sûr, la Chine est très importante. Lorsque dans les années 2000, les prix ont augmenté de 10 ou 20 dollars à 100 dollars, la demande de pétrole de la Chine a été un facteur clé. Lorsqu'ils sont revenus à la baisse en 2014, c'était une question d'offre mais aussi d'une demande moindre, et d'une baisse de la demande chinoise. Comprendre la demande de pétrole de la Chine est absolument crucial pour les marchés pétroliers et gaziers. La part du gaz dans le mix énergétique chinois est encore très faible, de l'ordre de 6 % ou 7 %, ce qui veut dire que la consommation de gaz aujourd'hui est très faible, parce que l'énergie chinoise est dominée par le charbon. Par conséquent, le gaz ne peut qu'avoir un marché en développement, à condition une fois encore, qu'il soit concurrentiel par rapport au charbon. On en revient à la même question. Déployer des efforts sur la question de la production et du transport de GNL à bas prix et de l'efficacité de la chaîne du combustible est très important pour avoir accès à ce marché et le développer.

Quant au pétrole, il est clair que nous assistons à un changement d'orientation de la croissance chinoise, avec un changement qui passe des exportations pour s'axer sur davantage de consommation, ce qui aura des répercussions. Nous observons toujours une grande demande en Chine pour les produits liés à l'essence, avec une augmentation de la demande chinoise de 10 % en un an. Les Chinois ont de plus en plus de voitures, la demande d'essence est donc très forte. On peut voir un impact sur une croissance plus faible dans le diesel, parce que l'on en revient à la fabrication, l'industrie, etc. Cette année a enregistré une très faible croissance du diesel. Ce n'est pas juste, mais il ne faut pas oublier que la Chine est devenue le premier importateur mondial de pétrole et qu'elle en importe aussi pour alimenter ses réserves stratégiques, une grande inconnue du marché. Il y a une grande inconnue sur le marché quant

à ce qui se passe là-bas, et l'allocation des importations chinoises à la consommation et aux réserves pétrolières stratégiques. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la Chine a une stratégie très agressive en matière de renouvelables. Elle construit de très nombreuses capacités éoliennes et solaires. Aujourd'hui, la moitié de la capacité mondiale de renouvelables se trouve en Chine. Évidemment, lorsqu'on parle d'énergie, il est absolument crucial de comprendre la dynamique du marché chinois, et celle du marché indien demain.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Il semblerait qu'ils privilégient par ailleurs fortement les voitures électriques, ce qui serait très logique pour eux. Je ne sais pas du tout si elles seront de qualité.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Ils privilégient fortement les voitures électriques pour une raison très simple : c'est une question de pollution locale. Lorsque la Chine a décidé de se joindre aux États-Unis en matière de lutte contre le changement climatique, vers la fin 2015, il s'est créé une véritable dynamique quant au traité, cet accord entre les États-Unis et la Chine a changé la donne des négociations sur le changement climatique. Ce n'était pas essentiellement pour des raisons liées au changement climatique, c'était surtout pour des questions de pollution locale en Chine, à cause du développement industriel et de celui du charbon. Il y a la question de la santé, et quand on se rend dans des villes chinoises, on peut constater qu'il y a un problème, car les gens respirent cet air, et on est confrontés à ce que nous avons connu il y a 50 ou 60 ans en Europe, des difficultés en matière de santé publique. C'est même une cause d'agitation sociale en Chine. À mes yeux, la véritable dynamique impulsée par les autorités chinoises a été qu'elles ont massivement développé le pays, et qu'elles doivent maintenant faire face aux conséquences de cette révolution industrielle, à savoir la pollution locale, et à laquelle elles doivent trouver une solution. La source de cette pollution est le charbon. Résoudre cette source et trouver une transition énergétique aura des répercussions directes sur le changement climatique. Pour la Chine, c'est là que la dimension locale et la dimension mondiale de l'environnement sont en fait un seul et même sujet de transition climatique. Vous avez évoqué les véhicules électriques, et aujourd'hui, les constructeurs chinois déploient d'énormes efforts en la matière. Je suis persuadé que dans cinq ou dix ans, nous verrons beaucoup de véhicules électriques dans les grandes villes chinoises. Aujourd'hui déjà, si vous voulez enregistrer une voiture, si vous achetez une voiture électrique, vous êtes assuré d'avoir un numéro, alors que si vous achetez une voiture conventionnelle, vous devez attendre trois ans dans certaines villes chinoises. C'est un cadre incitatif très fort, et leur objectif est d'arriver à produire une voiture électrique à 8 000 dollars. Elles deviendront accessibles, et nous feront face à cette transition. Je suis convaincu que la révolution de la voiture électrique viendra d'abord de Chine.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Cependant, ils auront encore besoin d'électricité pour alimenter ces voitures.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

On en revient à l'origine de l'électricité. Une fois encore, la dimension locale implique qu'elle sera issue du gaz. Je plaide en faveur de l'électricité pour le gaz. En fait, lorsqu'on réfléchit à la transition énergétique, parce que nous aurons besoin de davantage d'électricité au cours du 21<sup>e</sup> siècle, l'augmentation de la demande d'électricité sera plus importante dans les années à venir que pour les sources primaires de pétrole et de gaz. Nous avons besoin de davantage d'électricité, et cette électricité proviendra du gaz et des renouvelables, si nous voulons un monde compatible avec l'objectif des deux degrés.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

L'une des choses qui nous rend tous très perplexes, c'est ce qu'il se passe dans la tête de Donald Trump, qui vient juste d'être élu président, et qui a des idées sur le changement climatique et l'énergie. Parmi les choses apparues du jour au lendemain, il y a une vidéo YouTube sur certaines des choses qu'il veut faire au cours de ses 100 premiers jours, et l'une d'elles était de supprimer les restrictions destructrices d'emplois en matière de production d'énergie américaine, notamment le schiste et le charbon propre, créant ainsi des millions d'emplois très bien rémunérés. Est-ce que ce genre de posture a un effet sur votre réflexion sur l'équilibre de l'avenir des hydrocarbures et le rôle de l'Amérique, ou bien est ce que ce sont juste des mots ?

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Je répondrai en premier. Je pense, en ce qui concerne le commentaire de Trump, que je le vois un peu différemment parce que je ne suis pas un homme politique. Je vois un homme d'affaires qui avait incroyablement réussi, puis a eu des revers, pour rebondir ensuite, un homme d'affaires très prospère. Les hommes ou les femmes d'affaires sont très doués pour négocier des accords, bien comprendre l'autre partie et s'assurer qu'ils obtiennent des résultats. Ils ne pourraient pas réussir sinon. Je pense que Trump sera un très bon président pour les États-Unis. Je pense qu'il sera très rationnel et veillera à garantir que les affaires sont bien menées. Certaines de ses actions pourraient ne pas plaire à tous les secteurs, mais, au bout du compte, il fera ce qui est le mieux pour les États-Unis, son pays, et ce qu'il estime être l'intérêt de son pays en tant qu'homme d'affaires. Je pense que ce sera positif pour les États-Unis. En dernière analyse, certaines choses ne seront pas appréciées par certaines des entreprises qui sont en concurrence, ou par certains pays, mais je pense, en fin de compte, que tout sera fait de manière positive. Je suis peut-être optimiste, mais c'est ainsi que je vois les choses. Ses commentaires sur l'industrie pétrolière et gazière, la libéralisation de certains domaines et ce qu'il va faire, le pétrole et le gaz sont des activités très résilientes, nous nous adaptons à toutes les situations et nous allons de l'avant. Ceci a été historiquement prouvé. Je ne suis pas du tout inquiet.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Pour ce qui est de la politique énergétique américaine, ce qui a poussé les États-Unis et M. Obama à se joindre à la lutte contre le changement climatique a été l'énorme révolution du gaz de schiste aux États-Unis. Les États-Unis venaient de se rendre compte qu'avec cette révolution, le gaz devenait juste un peu plus concurrentiel que le charbon chez eux. C'était une feuille de route naturelle, sans devoir élaborer de nombreuses politiques, les centrales électriques alimentées au gaz remplaçaient simplement celles alimentées au charbon. Aucune action n'est engagée au niveau de l'économie, même si M. Trump veut rouvrir les mines de charbon, je peux vous dire que personne n'investira dans les mines de charbon aux États-Unis, parce que personne n'en veut. Il y aurait des investissements si c'était pour des raisons liées à l'économie, et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il vaut mieux investir dans le gaz aux États-Unis. Il y a d'énormes réserves de gaz là-bas, l'équivalent de quatre décennies, comme au Qatar. Il y a une énorme concurrence. Ce n'est pas un grand champ, mais il y a d'immenses ressources de gaz aux États-Unis. Quoi qu'il en pense, peut-être M. Obama n'a pas autorisé l'ouverture des mines de charbon, mais même si le gouvernement l'avait autorisé, vous n'auriez pas vu grand monde se précipiter pour demander des licences. Cela ne m'inquiète pas parce que les États-Unis sont un marché de libre-échange, un marché libéral avec le capital. Le président Trump supprimera sans doute certaines réglementations et le programme Énergie propre est probablement mort. Cependant, ce programme était juste un moyen d'accélérer un peu les choses, mais la tendance est là. Je ne pense pas que cela aura beaucoup d'effets et, que je sache, ce n'est pas le gouvernement aux États-Unis qui investit. Je ne sais pas s'il faut nationaliser l'économie américaine, mais je ne suis pas sûr. Ce sont des acteurs privés et des actionnaires qui placent leur argent là où il leur semble logique de le faire, et non où le leur dit le gouvernement ou le président. Ça ne

marche pas comme ça. En fait, aux États-Unis, aujourd'hui, il y a très peu de restrictions sur le pétrole et le gaz de schiste. Le gouvernement Obama envisageait de nouvelles réglementations, et Mme Clinton les aurait probablement mises en place, ce qui aurait ajouté aux charges pesant sur l'industrie du pétrole et du gaz. En fait, aujourd'hui nous pouvons développer ces ressources avec très peu de restrictions, de la même façon que nous pouvons le faire pour nos propres activités.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Selon certaines conjectures – évidemment tout le monde adore faire des conjectures à son sujet – il pourrait assouplir les réglementations en matière d'émissions de gaz pour les voitures et les camions. Est-ce que ça changerait vraiment quelque chose ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Encore une fois, je pense qu'une dynamique s'est installée. Les constructeurs automobiles ont des marchés dans le monde entier, ils savent qu'ils recherchent des gains d'efficacité. Dans nos entreprises, nous n'adaptons pas nos stratégies en fonction d'une élection. Lorsque vous êtes sur un gros marché, il vous faut une stratégie, une vision, une orientation, et il y a clairement une tendance à avoir des voitures plus efficaces. Est-ce que l'accélération de cette tendance relève de la réglementation ? Je pense qu'il y a un potentiel énorme pour des gains d'efficacité sur les voitures américaines, et bien sûr, la réglementation peut accélérer cette tendance, mais pas la diminuer. Les constructeurs automobiles savent qu'après Trump, quelqu'un d'autre leur demandera de faire quelque chose d'autre. Ils ont leurs propres activités à développer, ensuite c'est une question d'adapter le rythme.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Les compagnies pétrolières sont plus importantes que le président américain. J'aimerais vous demander à tous les deux ce que vous pensez de l'Europe, qui elle aussi a du gaz, même si c'est peut-être plus difficile à exploiter. Les efforts de fracturation en Europe semblent très compliqués, ce qui est dû en partie aux réglementations sur l'utilisation des sols. Si je ne m'abuse, en Amérique, les gens sont propriétaires de ce qui est sous leurs pieds, dont les droits miniers, ce qui fait que les entreprises peuvent conclure des accords avec des individus. Je crois que ce n'est pas du tout le cas en Europe, où le sous-sol est propriété de l'État, ce qui complique les choses. Pensez-vous que la fracturation a un avenir en Europe, ou bien est-ce que cela semble beaucoup trop compliqué ?

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Je demanderais à un Européen de répondre.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Si le Qatar veut investir en Europe, nous l'y invitons bien volontiers. Soyons clairs, ce n'est pas l'Europe qui est une exception, mais les États-Unis. C'est le seul pays où, si vous êtes propriétaire du sol, tout ce qui va jusqu'au centre de la terre vous appartient. Ce n'est pas la seule raison pour laquelle le gaz de schiste a été développé. Il existe trois ou quatre facteurs de succès pour le gaz de schiste aux États-Unis. Tout d'abord, la géologie. Il ne faut pas oublier que c'est une question de fracturation et de géologie, qui donnent aujourd'hui des résultats décevants en Europe. En Pologne et au Danemark, chaque fois que nous avons fait des forages, nous n'avons jamais trouvé ce que nous étions censés trouver. La géologie a besoin d'exploration, et je serais l'homme le plus heureux du monde si l'exploration réussissait à 100 %, mais je peux vous dire que ce n'est pas le cas. Il n'y a qu'au Qatar que l'on peut forer et trouver du gaz. La géologie a été le premier facteur.

Ensuite, vous avez aux États-Unis une industrie pétrolière et gazière énorme, dynamique. C'est une industrie de production qui compte quelque 2 000 ou 3 000 appareils de forage. En Europe, il y en a 40, peut-être 50. Ce n'est donc pas du tout le même genre de dynamique en termes de capacité à rendre le secteur des schistes plus efficace. Le troisième facteur, c'est que les États-Unis disposent d'un énorme réseau de gazoducs. Tout ce schiste a été développé en marge des infrastructures existantes. Nous n'avons pas construit ces grandes infrastructures, nous avons simplement raccordé des petits tuyaux en polymère au réseau existant, ce qui coûte plus cher lorsque nous allons dans des endroits aux États-Unis qui ne disposent pas d'infrastructures. Rien de tout ceci n'existe en Europe. Il y a de nombreux facteurs, et la question majeure des schistes c'est un choix, qui, au passage, ne peut être fait que par les États ou les populations, sur comment allouer son espace. Si l'on veut développer le schiste, on occupe beaucoup d'espace, parce qu'il y a énormément de puits. Au Texas ou dans l'Oklahoma, il y a beaucoup d'espace vide. En Europe, nous sommes beaucoup plus urbanisés, et nos choix ne sont pas les mêmes en matière d'allocation des espaces.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Je suppose par ailleurs que les politiques sont moins conciliantes. M. Al-Kaabi, est-il important pour la région, pas simplement pour le Qatar, que les États-Unis aient pratiquement atteint l'autosuffisance énergétique ? Est-ce que cela a un impact politique et économique ?

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Le fait que les États-Unis n'aient pas besoin de combustibles fossiles et qu'ils aient atteint l'autosuffisance énergétique change la dynamique du marché pétrolier et gazier du point de vue des exportateurs de pétrole et de gaz. Cependant, il y a suffisamment de croissance dans le monde, dans d'autres pays pour compenser ce volume. L'une des raisons principales de la baisse des prix du pétrole se résume juste à cela ; les États-Unis sont autosuffisants et n'ont pas besoin d'importer. Ils ont un prix plafond naturel dès que les prix se situent dans une certaine fourchette, on voit des appareils de forage supplémentaires en action aux États-Unis. Comme l'a très bien décrit Patrick, l'industrie des appareils de forage est si énorme que ceux-ci peuvent apparaître ou disparaître presque chaque semaine, et il y a une surveillance hebdomadaire des appareils de forage en utilisation au regard de ceux qui vont l'être. Lorsque le prix du pétrole augmente de quelques dollars, les appareils se mettent aussitôt en action et de nouveaux puits sont forés. Cela change absolument la dynamique, mais l'autosuffisance et la croissance dans ce domaine sont propres aux États-Unis, en raison de la géologie des schistes et de l'étendue des sols. En Europe, on ne pourrait pas faire 2 % de ce qui se fait là-bas car les gens ne le permettraient pas. En matière de fractionnement, et de ce qui se passe et de l'évolution des opérations, c'est presque comme une machine ou une usine de production. Il y a de vastes zones, vous forez quelques puits et vous transportez cette plateforme ailleurs et vous recommencez à forer. C'est une chaîne ininterrompue de forages et d'opérations. C'est un développement très agressif, contrairement à ce que nous faisons ici ou à ce que fait Total dans d'autres endroits du monde, avec quelques plateformes, quelques puits fabriqués et quelques puits intercalaires. Il s'agit presque d'une usine de fabrication de puits supplémentaires, et on continue de forer pour la faire avancer. La dynamique a changé, mais il faudra du pétrole pendant encore très longtemps, et il y a un bon taux de croissance. Il faudra encore du pétrole pendant très longtemps, à un taux de croissance un peu plus élevé. Les combustibles fossiles ne sont pas près de disparaître, mais certains éléments feront toujours l'objet de changements.

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Si je peux faire un commentaire là-dessus, les États-Unis ne sont pas autosuffisants, contrairement à ce que l'on croit, et ce n'est absolument pas vrai pour ce qui est du pétrole. Je rappellerai simplement quelques chiffres. La production

des États-Unis atteint près de 11, 11,5 ou 12 millions de barils par jour. La consommation américaine s'élève à 18 millions de barils par jour. On me dit c'est l'Amérique du Nord, mais je ne savais pas qu'il n'y avait pas de frontière entre les États-Unis, et le Canada. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est que nous ne pouvons pas réécrire l'histoire. Le président Obama a décidé de moins intervenir au Moyen-Orient dès le début de son mandat, et non après avoir découvert le pétrole de schiste. Ce n'est pas vrai que les États-Unis ont commencé à se retirer à cause de la découverte du pétrole de schiste, c'était une décision et une politique mises en œuvre dès le début. C'est probablement plus important pour la région car elle s'est stabilisée depuis des décennies du fait de l'engagement des États-Unis. Je ne pense pas que nous ayons la réponse à ce qui a été dit lors de la campagne. Pendant une campagne, on exagère toujours un peu, puis, une fois au pouvoir, les choses sont différentes. La question majeure est de savoir quel sera le niveau d'engagement des États-Unis dans la stabilisation de cette région. Cette région est de toute évidence confrontée à de nombreux défis. Je n'ai jamais vu autant de troubles. Il y a l'Irak, qui ne s'est jamais stabilisé, et je commence par lui parce que c'est un grand pays qui n'est pas très loin. Il y a la Syrie, le Yémen, la Libye, qui n'est pas loin et a des répercussions sur l'Égypte et l'ensemble de la région. Cette région du Moyen-Orient, où il y a beaucoup de pétrole et de gaz aussi est confrontée à des défis, et le niveau d'engagement du prochain gouvernement américain est très important. Nous voyons la Russie intervenir dans la région, essentiellement, en fait, parce qu'elle ne veut pas voir l'EI/Daesh proliférer au sud de la Russie. C'est une dimension importante pour toute la dynamique de la région.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

C'est vraiment crucial et vous avez l'Iran à vos portes, vous partagez même un champ avec l'Iran. Comme M. Fillon l'a dit à propos de la Russie, c'est un voisin proche donc nous devons les envisager différemment. On a beaucoup critiqué le président Obama pour la ligne rouge en Syrie et pour avoir créé une sorte de vide. Je pense qu'il est exact qu'ils ne savaient pas comment répondre au Printemps arabe : personne ne savait. Ils n'étaient pas préparés pour le réveil et pas plus pour la contre-révolution. A moins de vouloir plonger plus profondément dans la politique, ce qui n'est probablement pas le cas, je me demande si c'était une époque particulièrement sensible pour les Arabes du Golfe ? Souhaitez-vous plus d'implication et de stabilisation américaine ou pensez-vous qu'une plus grande implication des Américains pourrait empirer les choses ?

**Saad Sherida AL-KAABI, président-directeur général, Qatar Petroleum**

Mon père est ou a été pendant très longtemps un homme politique, mais ce n'est absolument pas mon cas, je ne veux pas trop m'aventurer sur ce terrain. En tant que citoyen, je pense que ce qui est en train de se passer dans la région, comme l'a évoqué Patrick, l'instabilité de la région inquiète tout le monde. Cela dit, je pense que nous avons des relations de longue date avec les États-Unis, et que nous avons des relations historiques et une présence militaire ici. Nous nous sommes toujours attachés à resserrer nos liens. Je ne crois pas que le changement de président changera ce que font les pays. Certaines institutions suivent toujours certaines politiques, des individus changent l'application de certaines lois et des modes d'action, et la façon dont ils souhaitent traiter les différents éléments d'un sujet, mais je ne pense pas que les politiques seront fondamentalement bouleversées ou changées de façon spectaculaire ou rapide. Je ne vois pas se produire des changements qui perturberaient nos relations. Je fais partie de la division investissements du *Southern Fund*, dont beaucoup d'investissements se font en Europe et aux États-Unis, et notre direction nous a toujours incités à sortir, à investir et à établir de bonnes relations avec tous. C'est ainsi que le Qatar a agi, tant sur le plan des investissements avec *Qatar Investment Authority*, que dans le secteur du pétrole ou du gaz, où nous avons des milliards d'investissements aux États-Unis et partout ailleurs dans le monde. Nous évaluons la possibilité de nouveaux investissements dans le monde. Les choses changent sur le plan politique, mais je crois que le cadre général reste toujours le même.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Patrick, tout le monde dit que les grandes entreprises aiment la stabilité. C'est plus facile d'exercer ses activités quand on ne doit pas s'inquiéter de révoltes ou d'attentats sur ses installations. Pensez-vous que même ce nouveau gouvernement se préoccupera de ce qu'il estime être ses intérêts nationaux, et s'efforcera de maintenir la stabilité de la région ? Ou bien va-t-il se désengager ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Je ne suis pas tout à fait convaincu. Lorsqu'on dirige une compagnie de pétrole et de gaz, on ne décide pas dans quelles parties de la terre on va les trouver. J'aimerais beaucoup qu'il y ait énormément de pétrole et de gaz en France, mais il n'y en a pas. Je vais là où ils se trouvent, et ensuite, c'est une question de gestion des risques. On peut toujours rêver d'un monde en paix, mais il n'a jamais existé. Lorsque la Guerre froide s'est terminée, et que l'URSS a été transformée, nous avons tous rêvé d'un nouveau monde avec un ordre international, la mondialisation et la démocratie. 33 ans plus tard, nous sommes revenus à un monde où il y a encore plus de frontières. Je pense que nous sommes confrontés à une ère de puissances qui s'affrontent l'une l'autre : les États-Unis, la Russie, la France est l'une d'entre elles, l'Arabie saoudite, l'Iran. Nous devons faire face à cette réalité et l'intégrer dans la dynamique des choix que nous faisons en matière d'investissements. Je crois par ailleurs que le développement économique est fondamental si l'on veut davantage de paix dans le monde. En tant que compagnie pétrolière et gazière, nous pouvons y contribuer en continuant à investir, à apporter plus d'investissements dans les pays afin qu'ils puissent eux-mêmes stabiliser leur situation. Nous pouvons aller dans ce sens et c'est ce que nous faisons en Russie et dans d'autres pays.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

La Russie a clairement des problèmes économiques avec ce niveau de prix du pétrole et du gaz, et l'Europe est en train de se diversifier. Est-ce que c'est important pour les Européens ? Est-ce que cela rend la Russie plus agressive sur les marchés ? Qu'en pensez-vous ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris la question.

**Steven ERLANGER, directeur du bureau londonien du *New York Times***

Je dis simplement qu'au vu de l'état de l'économie russe, et des prix du pétrole et du gaz, est-ce que cela rend la Russie plus vulnérable et peut-être plus agressive dans ses transactions ? Est-ce que ça a un impact sur le reste de l'Europe, qui semble mieux diversifier ses approvisionnements énergétiques ?

**Patrick POUYANNÉ, président-directeur général, Total**

Historiquement, les relations entre l'Europe et la Russie dans le domaine énergétique sont très importantes. Nous ne devons pas oublier que la Russie a toujours été un fournisseur fiable. Quand on parle de sécurité d'approvisionnement, c'est un beau concept, mais la seule façon d'y parvenir est d'élargir nos sources d'approvisionnement. Ce qu'une politique européenne doit faire, c'est construire davantage de terminaux méthaniers, apporter des sources alternatives, comme le gaz qatari, plutôt que d'être uniquement tributaire du gaz russe. De ce point de vue, le GNL offre davantage de flexibilité que les conduites de gaz. Nous pouvons et nous avons construit des terminaux. Aujourd'hui, le développement des infrastructures nous permet cette liberté d'accès. Je crois également que l'Europe est importante pour la Russie. Gazprom mettra tout en œuvre pour garder sa part de marché aux

environs de 30 % du gaz européen. Cette relation fonctionne dans les deux sens, c'est pourquoi il est essentiel de trouver un moyen de stabiliser cette déréglementation et c'est peut-être ce que M. Trump devra faire dans les mois à venir.